
Les Garifunas

Entre « mémoire de la résistance » aux Antilles et transmission des terres en Amérique centrale

Nicolas Rey



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/14907>

DOI : [10.4000/etudesafriaines.14907](https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.14907)

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 132-163

ISBN : 978-2-7132-2047-0

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Nicolas Rey, « Les Garifunas », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 177 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 28 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14907> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.14907>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEA&ID_NUMPUBLIE=CEA_177&ID_ARTICLE=CEA_177_0132

Les Garifunas. Entre « mémoire de la résistance » aux Antilles et transmission des terres en Amérique centrale

par Nicolas REY

| Editions de l'EHESS | *Cahiers d'études africaines*

2005/1 - 177

ISSN 0008-0055 | ISBN 2713220475 | pages 132 à 163

Pour citer cet article :

—Rey N., Les Garifunas. Entre « mémoire de la résistance » aux Antilles et transmission des terres en Amérique centrale, *Cahiers d'études africaines* 2005/ 1, 177, p. 132-163.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Nicolas Rey

Les Garifunas

Entre « mémoire de la résistance » aux Antilles
et transmission des terres en Amérique centrale

On doit à Roger Bastide (1967) d'avoir posé très clairement les conditions de l'émergence de la question de l'identité des Noirs aux Amériques : c'est précisément lorsque le Noir est devenu citoyen à part entière, après les abolitions de l'esclavage et la construction des États, que s'est posée la question de savoir s'il pouvait ou non être intégré à la nation. Était-il « assimilable », ou définitivement différent avec une culture « étrangère » ? Les premières études, qui portèrent sur les cultures noires aux Amériques, concernèrent les groupes jugés de cultures d'origine africaine « fortes ». On s'intéressa ainsi d'abord aux groupes yoruba de Cuba et du Brésil. Dans un deuxième temps, l'intérêt — et c'est un phénomène récent — s'est déplacé vers les cultures noires mises de côté, aux Amériques.

Identité et « mémoire de la résistance » des groupes noirs aux Amériques

À partir des années 1990, le traitement de la question identitaire des Noirs s'est très largement orienté vers la question de la terre. En effet, les États d'Amérique latine, en phase de reconstruction après la crise¹ des années 1970 et 1980, pour répondre au problème de l'intégration des groupes noirs mais aussi indiens aux Amériques, ont inscrit dans leur constitution la reconnaissance de traits culturels spécifiques, et ont pratiqué une politique de « restitution » des terres. La Colombie, l'Équateur et la Bolivie ont

1. Suite à la crise politique des années 1970-1980 qui toucha l'Amérique latine (conflits armés, dictatures), les ONG et le réseau associatif sous influence nord-américaine (Copans 1975 : 162) se développèrent là où l'État n'intervenait plus (« minorités » ethniques, quartiers pauvres, culture populaire, etc.). Ils furent les lieux d'un renouveau de la question ethnique noire. À la fin des années 1980, de nouvelles façons de faire de la politique nées au niveau local sortirent de cette période de crise et furent reprises par les autorités pour être reconnues sur le plan national dans plusieurs États d'Amérique latine.

reconnu des droits collectifs indigènes pour la terre. Les États d'Amérique centrale — concernant notamment le groupe qui nous intéresse ici, celui des Garifunas — se sont engagés dans ce processus : accords de paix de 1995 au Guatemala prenant en compte les droits territoriaux, les identités et la culture de chaque *pueblo indígena*² ; Convenio 169³ encore nié au Honduras bien qu'il ait été signé en 1989 afin de légaliser l'occupation ancienne des terres par les Garifunas ; statut « d'autonomie » des terres côtières au Nicaragua inscrit dans la constitution depuis 1997, etc.

Les groupes noirs issus de marrons, aux Amériques, comme celui des Garifunas, s'appuient sur des « Premiers temps » de résistance, fondateurs, pour revendiquer leurs droits notamment culturels ou territoriaux. La mémoire est action : le passé est ramené au présent pour agir. La mémoire de la tragédie collective chez ces groupes noirs est une mémoire « forte » sur laquelle se construit l'identité historisée (Candau 1998 : 147-148) :

« Dans le cadre d'un rapport au passé qui est toujours électif, un groupe peut fonder son identité sur une mémoire historique nourrie des souvenirs d'un passé prestigieux, mais il l'enracine souvent dans une "lacrymatoire"⁴ ou dans la mémoire de la souffrance partagée. L'identité historisée se construit pour une bonne part en s'appuyant sur la mémoire des tragédies collectives. Par exemple, le souvenir de l'accaparement de la terre par les Blancs et de leur violation des traités de paix a "joué un rôle fondateur dans l'émergence d'un groupe 'indien' aux États-Unis"⁵. De même, Nathan Wachtel montre bien comment, dans la société inca, une vision du monde qui, avant la Conquête, était en harmonie avec un certain type d'organisation sociale, devient tragique après la destruction de l'Empire par les Espagnols. La vision des vaincus s'est perpétuée dans la "mémoire collective" et se manifeste encore aujourd'hui dans une tradition de résistance passive à la société blanche⁶. Au Surinam ex-hollandais, le ciment social de l'identité des Saramaka est la formation aux XVII^e et XVIII^e siècles de républiques rebelles par des esclaves "marrons" fugitifs, événement révérentiel en tant que "Premiers temps" pour bien marquer qu'il est une référence fondatrice⁷. »

Les Garifunas de Livingston, au Guatemala, rappellent régulièrement dans les rituels ne devoir leur survie, en tant que groupe sur ce territoire donné d'Amérique centrale, qu'à la résistance première de leurs ancêtres, menée aux Antilles, avant qu'ils ne soient déportés vers le Honduras (fin XVIII^e siècle).

Livingston, au nord-est du Guatemala, est « la ville noire » du pays. Les Garifunas, installés en Amérique centrale depuis 1797, sont environ cinq mille au Guatemala, principalement répartis à Livingston. Ils ne représentent que 0,05 % de la population totale du pays. À part eux, il ne reste guère de « trace » africaine au Guatemala : les descendants d'Africains, introduits

2. Maya, Xinca et Garifuna.

3. Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail.

4. BARON (1991 : 461).

5. P. POUTIGNAT & J. STREIFF-FENART (1995 : 181).

6. N. WACHTEL (1971).

7. J. CHESNEAU (1996 : 104).

eux comme esclaves dès le début du *xvi*^e siècle au Guatemala, ne sont plus identifiés comme tels⁸. Mais la différence fondamentale est aussi là : les Garifunas sont arrivés libres à la fin du *xviii*^e siècle sur le sol d'Amérique centrale, tandis que les Africains déportés près de trois siècles avant eux, étaient enchaînés.

Les Garifunas de Livingston attribuent la fondation de leur ville à Marcos Sanchez Diaz, un Noir issu de Saint-Domingue, arrivé en 1802 à la tête d'un groupe de Garifunas (appelés alors « Caraïbes noirs »). Diaz était un *negro franceses*, un allié noir des Espagnols sur Saint-Domingue, qui était encore colonie française. En 1795, les Espagnols et leurs alliés sur Saint-Domingue, les *negros franceses*, furent chassés de l'île par Toussaint Louverture, rallié aux Français. Les Espagnols se réfugièrent avec leurs alliés à Cuba, mais préférèrent envoyer les *negros franceses* en Amérique centrale, toujours au service de leur Couronne. Les *negros franceses* furent ainsi incorporés en 1796 dans la milice de Trujillo, au Honduras.

Les Garifunas quant à eux sont issus de Saint-Vincent, dans les Petites Antilles. Leurs ancêtres y étaient connus sous le nom de Caraïbes noirs. Les Français surent s'allier avec eux, contre les Anglais. Les Caraïbes noirs furent finalement déportés de Saint-Vincent vers l'Amérique centrale, en 1796, par les Britanniques. Les Espagnols « récupérèrent » ces troupes d'élite débarquées par les Anglais sur l'île de Roatan en 1797, au large de Trujillo. Ils les incorporèrent dans la milice de cette ville, au Honduras. Les Espagnols avaient donc remis la protection de leur colonie d'Amérique centrale entre les mains de troupes auxiliaires noires, les *negros franceses* en 1796 et les Caraïbes noirs dès 1797, placés à la tête de la milice de Trujillo.

Les premières questions qui viennent à l'esprit sont alors les suivantes : par quels « hasards de l'histoire » des Noirs issus des Antilles alors sous domination française, *negros franceses* et Caraïbes noirs, ont-ils fondé en 1802 la localité appelée Livingston en territoire espagnol (Amérique centrale), et de surcroît en pleine période esclavagiste ? Et comment ce groupe a-t-il pu continuer à survivre, depuis deux cents ans, en conservant son unité et sa cohésion ?

Aujourd'hui encore, les Garifunas vouent un culte à leurs ancêtres des Antilles : ils considèrent ne devoir leur survie et leurs terres en Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, Guatemala, Belize) qu'à ces hommes ayant lutté sur Saint-Vincent et Saint-Domingue. J'ai retrouvé à Livingston la trace (à travers les familles Franzua et Francisco) de descendants directs d'un des pères de la Révolution haïtienne, Jean François. Les combats gagnés hier, disent-ils, sont ceux d'aujourd'hui et de demain, pour la perpétuation de la communauté garifuna. De nombreux rituels évoquent la résistance des Caraïbes noirs contre les Anglais sur Saint-Vincent, tandis que le fondateur *negro franceses* de Livingston, Marcos Sanchez Diaz, arrivé avec Jean François à Trujillo, est désigné, par les membres influents du culte

8. Les esclaves se sont métissés avec les Blancs et les Indiens.

des ancêtres⁹, comme ayant été un « chamane haïtien ». Ses descendants directs précisent même qu'il était un militaire haut gradé sur Saint-Domingue (« major »). Mais qu'en est-il vraiment de cette « résistance passée » aux Antilles évoquée par les Garifunas en Amérique centrale à travers leurs rituels ?

Aucun travail de recherche approfondi n'a jusqu'à ce jour mis en évidence les raisons qui ont amené deux groupes parmi les plus rebelles aux Antilles, les *negros franceses* (Saint-Domingue) et les Caraïbes noirs (Saint-Vincent), à se rencontrer en Amérique centrale. La Caraïbe était alors un enjeu déterminant pour les puissances européennes en guerre : elle était la frontière impériale (Bosch 1981). En suivant cette histoire ici retracée, on pourra constater que derrière « l'arbre » de la fondation de Livingston, au Guatemala, se cache une « forêt », celle effectivement de certains descendants d'esclaves africains qui, aux Antilles, luttèrent pour la terre et la liberté, en étant impliqués directement et dans la continuité, des Révolutions française et haïtienne (1791-1804), aux indépendances du Nouveau Monde emmenées par Simon Bolivar (1810-1830).

En confrontant cette histoire reconstruite à partir de documents écrits extraits des archives du Guatemala, de Cuba, de Guadeloupe, et du fort de Vincennes (France) avec l'histoire orale et les rituels des Garifunas aujourd'hui, on observe également que leur « mémoire » préfère ne pas se souvenir des périodes de collaboration avec les colons, tant cela risquerait de menacer les fondations mêmes du groupe, basées sur une identité historisée d'un passé de résistance. Car ce passé de résistance reste aujourd'hui central pour l'unité et le contrôle sur l'ensemble du groupe (Rey 2001, 2005) : après enquêtes sur le terrain chez les Garifunas de Livingston, au Guatemala, il s'avère que les descendants directs des fondateurs ayant été des chefs historiques du soulèvement aux Antilles contre les colons, contrôlent toujours la terre et le culte des ancêtres en Amérique centrale...

Le rôle des Noirs des Antilles dans les indépendances du Nouveau Monde

La naissance des « Caraïbes noirs » aux Petites Antilles, dans un contexte de guerres coloniales et d'esclavage de masse

Les Garifunas apparaissent d'abord, non pas en Amérique centrale mais sur Saint-Vincent, dans les Petites Antilles. Leur émergence puis leur survie en pleine période esclavagiste aux Antilles, de 1635 à 1797, sont à elles seules révélatrices du contexte de l'époque coloniale, voyant s'opposer les grandes puissances européennes entre elles aux Amériques, par troupes auxiliaires

9. Le terme employé par ces Garifunas de Livingston est bien celui de « *chaman* », en espagnol.

noires interposées. En effet, après avoir fui l'esclavage, et repoussé à plusieurs reprises les assauts des colons, les Caraïbes noirs furent utilisés par les Français pour lutter contre l'avancée anglaise, aux Petites Antilles. Mais qui s'est le plus « servi de l'autre » ?

La présence africaine sur Saint-Vincent, dans les Petites Antilles, remonte d'abord aux raids des Indiens caraïbes sur les colonies espagnoles des Grandes Antilles, comme Puerto Rico. Les esclaves noirs ainsi « récupérés » aux colons furent incorporés à la société caraïbe en adoptant sa religion, sa langue (arawako-caraïbe), etc. Leur nouvelle condition d'esclaves devait être certainement plus enviable que celle réservée par les Blancs : on a observé de nombreux Noirs en fuite notamment de la Barbade vers Saint-Vincent ; en revanche, on n'a jamais enregistré de mouvement inverse... Saint-Vincent s'affirma ainsi comme un dernier refuge de paix dans une période d'expansion coloniale et d'esclavage de masse. Pourquoi Saint-Vincent fut-elle épargnée un temps ? Saint-Vincent, comme la Dominique, avait bénéficié au milieu du xvii^e siècle d'un traitement d'exception dans les Antilles, puisque les grandes puissances européennes avaient signé un traité de paix en 1660 avec les Indiens caraïbes, reconnaissant ces deux îles comme territoires « neutres ». C'est donc dans ce contexte particulier que les Noirs en fuite purent disposer sur la Dominique et sur Saint-Vincent d'un territoire échappant encore aux colons à la différence des autres îles des Petites Antilles. Mais le traité de paix, signé en 1660 avec les Indiens caraïbes pour les îles de la Dominique et de Saint-Vincent, fut très vite enterré par les Anglais et les Français. Arrivées plus tard que les Espagnols et les Portugais, déjà « propriétaires » du Nouveau Monde suite à la signature du traité de Tordesillas en 1494, les nations de l'Europe du Nord (France, Angleterre, Hollande) entendaient bien s'emparer des terres échappant encore aux rois catholiques. À partir du xvii^e siècle, Anglais et Français livrèrent bataille pour la conquête des Petites Antilles.

Cependant, tandis que les Indiens caraïbes étaient exterminés par les colons dans toutes les Petites Antilles, les Noirs de Saint-Vincent augmentèrent sensiblement en nombre. En effet, en 1635 et 1675, trois bateaux négriers firent naufrage près de Saint-Vincent, si l'on se réfère aux documents d'archives anglais¹⁰ et aux récits de voyage existants (Young 1971 ; Shepard 1831).

Au début du xviii^e siècle, le peuple caraïbe avait été très sensiblement réduit, mais sur Saint-Vincent, les Noirs, qui avaient adopté les « mœurs et coutumes amérindiennes » comme le décrit le père Labat en visite dans

10. Une origine espagnole pour les deux bateaux négriers échoués en 1635 est avancée dans le *Calendar of State Papers (1661-1668)*, 1880, p. 534. Pour le naufrage de 1675, l'origine du bateau négrier est discutée par plusieurs auteurs : COELHO (1987) avance une origine portugaise, SHEPARD (1831) défend la thèse d'une origine hollandaise. Une troisième origine plus récente de l'événement, moins connue, et espagnole, a été proposée par le « général des Caraïbes noirs », Tou-riac, dans un document daté de 1749 (LAFLEUR 1992).

l'île en 1700, repoussèrent une attaque française en 1719 (Lafleur 1992). Après cette action de guérilla victorieuse, les Noirs de Saint-Vincent furent alors reconnus comme « Caraïbes noirs » par les puissances européennes. Ils s'imposèrent comme seuls maîtres sur l'île puis, après avoir mis en déroute les Français en 1719, s'allièrent avec eux, contre les Anglais. Lors de la guerre opposant ces deux puissances — guerre dite de Sept Ans, commencée en 1756 —, les Caraïbes noirs servirent ouvertement les intérêts français, contre les Anglais. La « cruauté légendaire » des Caraïbes noirs, qui transparaît dans le texte ci-dessous daté de mars 1795 (Young 1971 : 117-118) et attribué à Chatoyer, leur « chef suprême » comme le désignait Victor Hugues¹¹, fut également une arme redoutable mise au service de la France pour étendre la Révolution aux Amériques :

« Château-bellair, le 12 mars, et le premier jour de notre liberté.

Où est le Français qui ne rejoindra pas ses frères, à un moment où la voix de la liberté est entendue par eux ? Unissons-nous, citoyens et frères, sous les couleurs qui flottent dans cette île ; hâtons-nous de participer à cette grande œuvre qui a déjà commencé si glorieusement. Mais s'il y a quelque homme timoré qui existe encore, quelque Français retenu par la peur, nous leur déclarons à cette occasion, au nom de la loi, que ceux qui ne nous rejoindront pas dans le courant de la journée, seraient considérés comme traîtres au pays, et traités comme ennemis. Nous promettons d'utiliser le feu et l'épée contre eux, nous brûlerons leurs propriétés, et nous assassinerons leurs femmes et leurs enfants, jusqu'à exterminer leur race. »

L'abolition de l'esclavage, décrétée par la France en 1794, d'abord décidée sur Saint-Domingue en 1793 par les émissaires Sonthonax et Polverel mis sous pression par le soulèvement général des Noirs (« Insurgés du Nord » appelés aussi *negros franceses* par les Espagnols)¹² et par les ennemis français de la République mais aussi espagnols et anglais, bouleversa l'équilibre géostratégique aux Amériques. Sur Saint-Vincent, les Caraïbes noirs avaient déjà conquis leur liberté avant qu'elle ne fût accordée par la Révolution française devenue abolitionniste. Et ils étaient alliés à la France avant la Révolution. Mais le discours libérateur emmené par Victor Hugues rentra inévitablement en résonance avec l'engagement de ces hommes, ayant fui depuis longtemps les fers des négriers. En mai 1795, Victor Hugues, depuis son gouvernement général des îles établi en Guadeloupe, menaçait avec ses alliés créoles et noirs d'étendre la « loi des Français » (République

11. Victor Hugues vint établir la loi de la République en Guadeloupe dès 1794. Il ne parvint pas à récupérer la Martinique aux Anglais où les colons français avaient préféré remettre l'île aux Britanniques plutôt que d'avoir à « subir » l'abolition de l'esclavage par la Révolution. Il étendit son action à Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent, dans les Petites Antilles. Sur Saint-Vincent, ses alliés étaient les Caraïbes noirs, emmenés par leur chef, Chatoyer.

12. Toussaint quitta le camp des *negros franceses* alliés à Louis XVI puis à la Couronne espagnole, pour rejoindre les abolitionnistes Sonthonax et Polverel. Il chassa les *negros franceses* et leurs alliés espagnols en 1795 : son ralliement à la France fut déterminant pour conserver la colonie dans le giron de la République.

et abolition) dans toutes les Petites Antilles, jusqu'au Venezuela, avec le soutien sur place des Noirs loangos (Brito 1985 : 227). La « contagion » des idéaux républicains menaçait d'ailleurs toute l'Amérique latine, peu à peu gagnée par une contestation véhiculée non seulement par les Noirs, les Mulâtres et les Indiens, mais aussi par les Blancs en Europe ou ceux du Nouveau Monde. Les idées révolutionnaires et philosophiques françaises, à partir de la seconde moitié du siècle des Lumières, exercèrent une grande influence en Espagne, d'où elles prirent le chemin des colonies, le Venezuela servant de tête de pont pour leur expansion. En effet, des Républicains espagnols organisèrent durant l'année 1796 la conspiration dite de San Blas. Mais celle-ci fut déjouée, et les Républicains furent déportés vers les Amériques, au Venezuela. Ils sauvèrent leur tête grâce à l'intervention de l'ambassadeur de France en Espagne. Les conspirateurs ne tardèrent pas à s'échapper des prisons vénézuéliennes, avec la complicité des autorités militaires locales qui furent ensuite impliquées dans un complot prévoyant l'indépendance du pays et la proclamation d'une République¹³. Le Rio de la Plata (actuelle Argentine) ne fut pas non plus épargné par les conspirateurs¹⁴.

Mais un événement majeur viendrait mettre fin à cette « loi des Français » qui menaçait alors les Amériques : Napoléon en 1802 rétablit l'esclavage, aboli huit ans plus tôt.

Haïti fait barrage au rétablissement de l'esclavage par Napoléon.
Le Nouveau Monde est gagné par l'émancipation, avec l'aide
de la première République noire

Après l'abolition de l'esclavage en 1794, dans les colonies françaises « libres » de Guadeloupe et de Saint-Domingue, le travail forcé pour le compte de la République avait remplacé le travail servile sur la plantation. Toussaint lui-même, à Saint-Domingue, relança l'activité sur la plantation de Joséphine à Léogane. En retour elle prenait en charge en France l'éducation des enfants de Toussaint. Si le travail forcé était de mise, les Noirs étaient en revanche désormais tous libres au sein de la République, et les

13. Les principes fondateurs de cette République étaient les suivants : « Il y aurait une égalité totale entre Blancs, mulâtres, Indiens et nègres, qui se considéreraient "comme frères en Jésus Christ, égaux devant Dieu." Le tribut des Indiens serait aboli et les esclaves, libres : tous les Vénézuéliens auraient la qualité de citoyens et tous apprendraient le maniement des armes. Les Droits de l'Homme, conformément à leur publication, constitueraient le Code des libertés nationales » (PARRA-PEREZ 1959 : 139).

14. La « Conspiration française » frappa Buenos Aires en 1795. Plusieurs Français, Italiens et un métis de Rio de la Plata furent accusés de répandre de la propagande révolutionnaire parmi les esclaves de la ville, les Noirs, les mulâtres libres et les Indiens. Déjà en 1790, le Vice-roi avait interdit l'importation à Buenos Aires d'esclaves de colonies ou de ports français, par peur qu'ils soient « infectés » par la contagion de la Révolution.

grands planteurs n'avaient plus la mainmise exclusive sur les plantations. Le retour à l'esclavage décidé par Napoléon, fut donc fermement encouragé par les colons. Ce rétablissement est souvent attribué à l'influence de Joséphine sa femme, appartenant au « clan » des colons. Mais pour mener ses batailles à venir en Europe, le Premier Consul, qui rêvait d'empire, avait besoin de remplir son trésor de guerre : l'or blanc (sucre de canne) était une denrée qui avait fait de Saint-Domingue, lorsque les plantations tournaient à plein régime sous l'esclavage, la colonie la plus riche du Nouveau Monde. L'enjeu économique était donc considérable. De plus, l'impérialisme napoléonien devait également frapper le continent américain, l'île de Saint-Domingue étant prévue comme base arrière des opérations. Miranda, père de la première République du Venezuela en 1811, qui fut auparavant proche de Brissot sous la Révolution française, informa lui-même en 1801 les autorités anglaises¹⁵ des intentions impérialistes de Bonaparte sur les Amériques. Mais rétablir l'esclavage n'était pas chose simple sur Saint-Domingue : Napoléon devait d'abord se débarrasser de Toussaint, qui y régnait en maître depuis le milieu des années 1790, en remettant aux fers les Noirs détenant pour certains des grades élevés dans la hiérarchie militaire française. En Guadeloupe, les officiers Delgrès et Ignace refusèrent de retourner en esclavage, et parallèlement au soulèvement sur Saint-Domingue emmené par Toussaint, ils firent face aux troupes bonapartistes envoyées depuis la métropole. En mai 1802, Ignace était déjà mort, et Delgrès assiégé se fit sauter avec le reste des insurgés sur le fort Saint-Charles (rebaptisé fort Delgrès en 1989 par le Conseil général de Guadeloupe).

Si en Guadeloupe l'insurrection avait été écrasée, à Saint-Domingue, elle tourna à l'avantage des rebelles. Toussaint fut d'abord lâchement arrêté par le général Leclerc puis déporté, sur ordre de Napoléon, au fort de Joux dans le Jura où il mourut le 7 avril 1803. Mais Dessalines avec ses troupes mit en déroute l'armée française à Vertières et proclama l'indépendance d'Haïti le 1^{er} janvier 1804. Christophe et Pétion le firent ensuite assassiner, et ils s'imposèrent comme ses successeurs, en s'opposant l'un à l'autre. Ces hommes forts d'Haïti, Dessalines, Christophe et Pétion, désunis dans leur pays, œuvrèrent dans le même temps à l'émancipation du Nouveau Monde, en soutenant les Noirs en révolte aux Amériques, mais aussi les « patriotes » qui promettaient en retour d'abolir l'esclavage. Dessalines envoya dans les possessions européennes de la Caraïbe (Saint-Thomas, Puerto Rico) des agents chargés de soulever les Noirs ; les autorités de Cuba décidèrent que de tels agitateurs venant d'Haïti et leurs complices sur place seraient arrêtés.

Déjà en 1796, les autorités espagnoles avaient empêché que leurs alliés noirs chassés de Saint-Domingue, les chefs *negros franceses* Jean François,

15. Archivo Miranda. Neg III. A Turnbull ; a Pitt : 21 de abril de 1801. Les Anglais ne donnèrent pas suite aux mises en garde de Miranda. Le 2 octobre 1801, les gazettes publièrent les préliminaires de la paix d'Amiens, signée le 25 mars 1802 entre la France et la Grande-Bretagne (PARRA-PEREZ 1959 : 188-189).

Biassou et Gil Narciso foulent le sol de Cuba. Car même si ces Noirs étaient leurs alliés, ils avaient atteint une véritable aura chez les esclaves et les libres de Cuba, depuis leur soulèvement général contre la France, sur Saint-Domingue, dès 1791 (« Insurgés du Nord »). De plus, en 1795 à Cuba, une révolte emmenée par le mulâtre libre Nicolas Morales avait échoué de justesse. Les autorités espagnoles redoutaient donc qu'une alliance se crée entre les Noirs de Cuba, et ces chefs *negros franceses* chassés de Saint-Domingue, fussent-ils officiellement au service de la couronne d'Espagne. Pour éviter cela, ces derniers furent envoyés par les Espagnols en Amérique centrale, en 1796, où la présence des Noirs, très faible en comparaison avec les Antilles, écartait toute menace sérieuse d'un soulèvement pouvant renverser la colonie. Jean François séjourna au Honduras, comme chef dans la milice espagnole de Trujillo, avec les Garifunas, arrivés eux en 1797 en Amérique centrale :

« Touchant jusqu'en 1806 une solde du gouvernement espagnol, Juan Francisco, ainsi qu'on le nomme au Honduras, est une curiosité : avec ses belles manières et son grand orgueil, il se plaint de ne pas recevoir le traitement dû à un général ; il parle aussi de son pays, où les esclaves se sont rebellés contre leurs maîtres blancs. On comprend que les Garifunas sympathisent avec lui [...] » (Demazière 1994 : 145-147).

Après l'indépendance d'Haïti en 1804, Cuba était dans son collimateur. Un soulèvement fut préparé par des chefs noirs cubains et des *negros franceses* d'Amérique centrale, tous soutenus par le Roi Christophe depuis Haïti. Avec la « Conspiration d'Aponte » en 1811 et 1812, ce qui était redouté en 1796, à savoir une alliance entre Noirs cubains et *negros franceses* issus de Saint-Domingue, devint réalité. En 1811 à Haïti, Christophe se faisait proclamer roi, tandis que le Noir cubain Aponte reçut d'un intermédiaire un portrait de la cérémonie du couronnement et la possibilité d'être fourni en armes et munitions. La « Conspiration d'Aponte » qui consistait en un soulèvement général des Noirs et d'alliés créoles fut sur le point de frapper l'île de Cuba, mais des esclaves engagés dans le projet insurrectionnel dénoncèrent les chefs aux Espagnols. Le chef Aponte rassemblait autour de lui Jean Barbier (qui se faisait appeler Jean François¹⁶, ce qui démontre l'aura des Noirs rebelles de Saint-Domingue), ainsi que Gil Narciso, *negro frances* ayant servi à Saint-Domingue dans les rangs espagnols jusqu'en 1795, auprès de Biassou et du vrai Jean François. Rappelons que les Espagnols et les *negros franceses* furent chassés de Saint-Domingue en 1795 par Toussaint Louverture, passé du côté français en 1794. Ces *negros franceses*, fidèles à l'Espagne, servirent alors les intérêts espagnols en Amérique

16. Pour ne pas révéler l'identité des vrais protagonistes du soulèvement, Jean Barbier se fit appeler Jean François, et l'image de ce chef historique de la Révolution haïtienne, un *negro frances*, présent lors de la réunion du Bois Caïman en 1791 aux côtés de Boukman, servit à galvaniser les troupes des Noirs insurgés à Cuba durant la conspiration d'Aponte, en 1812.

centrale. Mais des trois grands chefs *negros franceses* chassés de Saint-Domingue en 1795, Jean François, Biassou, et Gil Narciso, le dernier décida de « trahir » cette confiance accordée par les Espagnols, en quittant l'Amérique centrale pour attaquer Cuba avec le Noir libre cubain José Antonio Aponte. Juan Luis Santillan, Haïtien ayant servi aux côtés d'Aponte en 1812 à Cuba, répond lors d'un interrogatoire faisant suite à son arrestation, que les *negros franceses* d'Amérique centrale (*Reino de Guatemala*) s'y étaient vus ordonner de retourner sur leur île d'origine, Saint-Domingue :

« Interrogé à propos de quel motif il était venu dans ce port, il répondit avec celui de s'être fait communiquer ordre dans le *Reino de Guatemala* où il demeurait que tous les émigrés de la dite île devaient retourner à leur point de départ. Interrogé pour savoir s'il est toujours resté associé au Noir Gil Narciso qui avait dans ces dites troupes l'emploi de brigadier, il dit : que oui, parce qu'ils vinrent dans un propre bateau de Vallaja jusqu'à ce port, quand le fit également Juan Francisco [Jean François] et que de là il passa avec Gil Narciso au *Reino de Guatemala* »¹⁷.

L'autre homme fort d'Haïti, Pétion, prêta également main forte aux navires du Mexique et de Colombie qui œuvraient pour l'indépendance aux Amériques. Sans son aide, le *Libertador*, Simon Bolivar, n'aurait peut-être jamais pu mettre ses projets à exécution. Bolivar changea même du tout au tout suite à son exil en Haïti, chez Pétion : d'abord hostile à une alliance avec les Noirs lors des première et seconde proclamations de la République du Venezuela (juillet 1811, août 1813), il retourna ensuite depuis Haïti à la conquête des indépendances avec pour principal mot d'ordre l'abolition de l'esclavage aux Amériques. Bolivar reçut de Pétion des fusils, des munitions, de l'argent et sept embarcations regroupant deux cent cinquante hommes, certains ayant déjà servi à ses côtés à Carthagènes, les autres étant des Haïtiens accompagnés de Républicains noirs et blancs venant des Petites Antilles.

Ainsi, j'ai retrouvé la trace de Jean-Baptiste Bideau, mulâtre originaire de Sainte-Lucie (Petites Antilles), qui se disait français. Il s'était d'abord distingué dans la seconde moitié des années 1790, comme capitaine corsaire mandaté depuis la Guadeloupe par Victor Hugues, pour répandre l'influence de la Révolution française abolitionniste dans le bassin caribéen. Après le rétablissement de l'esclavage par Napoléon en 1802, Bideau refit parler de lui aux côtés des Vénézuéliens patriotes, en allant même jusqu'à sauver la vie de Simon Bolivar, en 1816, sur la plage de Ocumare (Venezuela). Bolivar le mentionna lui-même à son ami Fernandez Madrid, dans une carte envoyée en 1830, peu avant de mourir¹⁸ :

« Je fus trahi à la fois par un aide de camp du général Marino... et par les marins étrangers qui commirent l'acte le plus infâme au monde, en me laissant entre mes ennemis sur une plage déserte. J'allais me tirer un coup de revolver quand l'un

17. A. N. de Cuba, Asuntos Politicos, Leg. N° 12, sign. 16.

18. Fernandez Madrid fut président de Nouvelle Grenade (Colombie).

d'eux, Mr. Bideau, revint de la mer dans une barque et me prit pour me sauver » (Ortiz 1971 : 216).

Un autre Antillais, le capitaine Piquet, créole né en Guadeloupe mais de parents originaires de la métropole, accompagnait Bideau sur *El Indio Libre*. Ainsi, Républicains noirs et blancs issus des Petites Antilles, largement influencés par la période abolitionniste française sous Victor Hugues (fin XVIII^e siècle) aux côtés duquel ils furent très actifs, poursuivirent leur idéal contre le rétablissement de l'esclavage par Napoléon en rejoignant les luttes de libération d'Amérique du Sud (début du XIX^e), derrière les patriotes, et les Haïtiens. Des Révolutions française et haïtienne à l'indépendance des colonies espagnoles, les Noirs des Antilles ont été déterminants dans l'émancipation du Nouveau Monde. Les armées emmenées par Bolivar, Sucre, mais aussi San Martin, ont été composées de Noirs qui permirent de faire la différence sur le terrain de la guerre. Or, il faut rappeler que la première République du Venezuela, proclamée en 1811 par Miranda, s'était faite sans les Noirs du pays. Miranda refusait d'ailleurs plus que tout l'éventualité d'une alliance avec la récente République noire, Haïti, comme le montre ce document d'archive daté de 1804¹⁹ :

« L'alliance projetée et la connexion entre la province du Venezuela et le gouvernement noir de Saint-Domingue porterait infailliblement un coup fatal au genre humain. [...] Si l'ennemi ou les gens révolutionnaires de Saint-Domingue entrent en action avant nous, le plan sera torpillé et le mal immense. »

En plus des troupes de Noirs issus des Antilles, emmenées depuis Haïti par Bolivar, ce dernier a su habilement recourir cette fois aux « grands oubliés » des première et deuxième Républiques du Venezuela²⁰ : les *pardos*, Noirs du Venezuela qui avaient jusque-là été au service de la Couronne d'Espagne, notamment dans les milices. En 1819, la République de Grande Colombie²¹ était proclamée. L'abolition, décrétée dès juin 1816 par Bolivar dans plusieurs localités, fut inscrite en 1819 dans les lois de la République. Mais tandis que les territoires étaient « libérés » grâce à la présence massive et à l'art de la guerre des troupes noires, la plantocratie créole²² qui dirigeait

19. Archivo Miranda. Neg. V. Miranda a lord Melville, 22 y 27 de septiembre ; Fitz William a Miranda : 24 de septiembre (PARRA-PEREZ 1959 : 207).

20. Peu après la proclamation de 1811, l'Espagnol Monteverde appuyé par les milices de *pardos* (Noirs), reprit le dessus. Miranda fut arrêté (il meurt captif à Cadix, en 1816), et Bolivar, après avoir proclamé une seconde République qui dura à peine un an (août 1813-juillet 1814), prit le chemin de l'exil. En Haïti, Bolivar fut accueilli par Pétion, d'où il repartit en 1816 pour la reconquête du Venezuela, mais en échange d'une promesse : celle d'abolir l'esclavage dans les territoires d'Amérique latine « à libérer ».

21. La République de Grande Colombie englobait alors les actuels Venezuela, Colombie, Panama et Équateur. Par la suite, Bolivar s'emparera du Pérou et formera la Bolivie.

22. Grands propriétaires terriens nés aux Amériques, et d'ascendance européenne.

les nouveaux États mit tout en œuvre pour que l'abolition de l'esclavage ne soit pas effective. Bolivar lui-même redoutait l'avènement d'une classe noire²³ contraire aux intérêts des *criollos* ; il devait donc composer entre ces deux parties. Finalement, en 1821, l'oligarchie imposa le rétablissement de l'esclavage sans le nommer (Belrose 1990), en stipulant que jusqu'à dix-huit ans, il y avait obligation pour les Noirs de servir le maître, tout en étant considérés — hypocritement — comme libres.

La rencontre des Caraïbes noirs et des *negros franceses* au Honduras, et leur expansion en Amérique centrale

Negros franceses et Caraïbes noirs intégrés dans la milice espagnole en Amérique centrale, puis le danger qu'ils représentent après l'indépendance d'Haïti (1804)

En 1796, les *negros franceses*, chefs noirs de Saint-Domingue et leurs troupes, furent incorporés à la milice de Trujillo, au Honduras, au sein de laquelle les Caraïbes noirs déportés de Saint-Vincent les rejoignirent un an plus tard, en 1797. En effet, après qu'ils furent débarqués par les Anglais sur le sol de Roatan, île située en face de Trujillo, les Caraïbes noirs, aguerris à l'art de la diplomatie avec les puissances européennes, s'allièrent aux Espagnols, comme l'évoque l'émissaire Rossi dans la *Gazeta de Guatemala*²⁴ en date du 26 juin 1797 :

« Jack arriva (dit-il), second chef de la place, et à ce moment l'unique, étant donné que son frère aîné était alors dans la montagne : il avait un couteau dans la main droite, et une espingole de bronze dans la gauche : il était sérieusement ivre, ce qui rendait son aspect encore plus infernal, en étant ainsi atrocement rassasié. Alors qu'il se rapprochait de moi, je me suis saisi de mon sabre avec grand flegme, ainsi que j'empoignais mon pistolet. Dans cette posture, et parlant avec un ton majestueux et fier, je lui intimais de me remettre le titre, ou les titres, avec lesquels il dirigeait au nom des Anglais. Il me répondit (sans vouloir parler français, mais anglais) : "Je ne dirige au nom de personne : je ne suis pas Anglais, ni Français, ni Espagnol, ni souhaite être quelque chose de cela : je suis un Caraïbe, un Caraïbe sans sujétion, je ne veux pas être plus, ni avoir plus — Et bien, répondis-je, le Roi mon maître, et ses généraux qui m'ont envoyé, ne daignent pas traiter avec les Caraïbes : je parlerai et traiterai avec le peuple". En effet, je dirigeais ma voix vers l'assistance : je leur répétais, en termes cette fois plus énergiques et diffus, la même harangue que j'avais faite à la population du Nord : je proposais la même capitulation, et ceux qui l'avaient déjà acceptée dans l'autre bande, l'expliquaient et la défendaient devant leurs compagnons. Après un bref murmure et quelques altercations entre eux, il y eut les mêmes signes de liesse : on n'entendit plus qu'une voix générale et bruyante qui répétait : "Nous acceptons ce que tu veux : nous sommes déjà frères :

23. Il utilisait le terme de « *pardocracia* ».

24. J'ai pu consulter différents numéros de la *Gazeta de Guatemala*, datés de 1797 à 1802, seulement avec l'accord et en présence du directeur de la Bibliothèque nationale du Guatemala, car leur état d'ancienneté et leur rareté l'imposaient.

vive le Roi d'Espagne : vive, vive". Cette même voix fit taire Jack et ses partisans, qui au nombre de 150 et tapis dans l'obscurité, s'étaient mis en position quelques-uns avec des baïonnettes, et d'autres avec des fusils, des sabres, ou des pistolets. »

Ces troupes d'élite noires furent à la hauteur des espérances espagnoles, puisqu'elles repoussèrent plusieurs attaques anglaises sur le *Reino de Guatemala*, grâce à leur art de la guerre ayant déjà fait ses preuves aux Antilles dans les luttes entre puissances coloniales. Dans la *Gazeta de Guatemala* du mercredi 17 mai 1797, et dans celle du lundi 18 juin 1799, il est respectivement fait mention de la bravoure des *negros franceses* et des Caraïbes noirs promus dans la milice, prompts à défendre Trujillo et à en découdre avec les Anglais.

Mais, au début du XIX^e siècle, la proclamation de l'indépendance d'Haïti glaça le sang des colons : cet événement menaçait de faire « tâche d'huile » dans tout le Nouveau Monde. La crainte de voir s'embraser les colonies était grande et justifiée. À Trujillo, de nombreux soldats officiant pour le compte de l'Espagne, les *negros franceses* étaient, rappelons-le, originaires de Saint-Domingue. Les Caraïbes noirs, qui bataillaient aux côtés des *negros franceses* dans la milice, étaient également visés par l'hostilité soudaine des Espagnols. En effet, dans un document daté du 20 juin 1804²⁵, le gouverneur de Comayaga, Juan Ortiz de Letona, avait demandé aux autorités espagnoles d'expulser tous les Noirs de la côte hondurienne, si possible vers « leurs colonies françaises ou ailleurs si la République n'en veut pas ». La plus grande méfiance était portée à l'égard des Caraïbes noirs, décrits comme faisant de la contrebande avec les Anglais du Belize, et alliés aux *zambos* de la Mosquitia (territoire entre le Honduras et le Nicaragua) sous influence britannique. D'autant que deux ans auparavant, en 1802, un premier groupe de cent cinquante Caraïbes noirs était entré au Honduras britannique (Belize) à l'emplacement de ce qui deviendrait plus tard, en 1832, officiellement Stann Creek. La même année, le *negro frances* Marcos Sanchez Diaz, à la tête d'un groupe de Caraïbes noirs, s'installait à l'emplacement de l'actuelle Livingston, au Guatemala, et il était rapidement repoussé par un détachement de l'armée espagnole. Il se réfugia à l'emplacement de la future Punta Gorda, située également au Honduras britannique.

Une fois passés les premiers « émois » suscités par l'indépendance d'Haïti en 1804, les autorités espagnoles firent diligence notamment auprès de Marcos Sanchez Diaz réfugié au Belize, afin qu'il revienne s'installer avec ses troupes de Caraïbes noirs, au Guatemala. Il s'exécuta, en 1806, contre une solde et l'octroi de terres pour son groupe. Dans les années 1810, les autorités espagnoles, toujours soucieuses de débarrasser Trujillo de la présence des Noirs, optèrent pour ne plus les attaquer de front, mais choisirent plutôt de continuer à tirer parti de ces troupes auxiliaires sur leur

25. Archivo General de Centro America. A1. 46.4/Exp. 1291/Leg. 104.

territoire en les redéployant — sous leur contrôle²⁶ — dans le *Reino de Guatemala*. Ainsi, les Espagnols pourraient disposer le cas échéant d'hommes en armes établis dans différents points stratégiques du royaume, pour le protéger contre les attaques anglaises :

« Les Caraïbes ont été et sont très utiles pour Trujillo : ils sont très habiles pour la navigation et construisent avec perfection de petits bateaux : au jour d'aujourd'hui ils possèdent de telles embarcations en quantité, avec lesquelles ils aident à charger et décharger les bateaux qui arrivent au port, favorisant ainsi l'approvisionnement de cette place. Ils travaillent aussi dans l'agriculture et ce sont presque exclusivement eux qui possèdent les semences et fournissent à la population le maïs, le riz, le manioc, etc. Il est donc indispensable que se maintienne à Trujillo une partie de ces Caraïbes qui, en même temps qu'ils favorisent cette dite place, ne sèment pas la crainte de par leur grand nombre. Les autres pourront s'établir à l'intérieur de la province ou le long des grands fleuves qui la traversent ; en s'assurant que ces établissements se fassent dans les environs de zones très peuplées. Cette proximité servirait de frein aux Caraïbes pour leur ôter toute idée de rébellion ou d'alliance avec les *zambos*, et l'échange fréquent avec les Espagnols leur inspirerait plus d'amour et d'attachement à ces alentours.

Pour ce qui est des Noirs français²⁷ émigrés de Saint-Domingue, et qui sont connus sous le nom de troupes de nègres auxiliaires, il ne faut craindre absolument rien. Premièrement, parce qu'ils sont très peu nombreux, comme rappelé par le gouverneur soulignant qu'ils ne dépassent pas les deux cents personnes de tous âges et sexes ; et deuxièmement parce qu'ils ont prouvé de manière non équivoque leur fidélité au Roi et leur adhésion à la nation espagnole. Dans la guerre antérieure avec les Anglais, ils défendirent avec courage la place de Trujillo, et celui qui expose a appris que, s'ils n'avaient pas été là, les Anglais s'en seraient emparé. Enfin, ceux-là étant plus civilisés, ils pourraient servir à gouverner directement les Caraïbes sous les ordres du Chef principal de Trujillo. Cadiz, 31 août 1813. *Serenísimo Señor*. Florencio del Castillo. »

Mais cette confiance affichée des Espagnols d'Amérique centrale envers leurs anciens alliés noirs sur Saint-Domingue, les *negros franceses*, plus qu'envers les Caraïbes noirs, ne mentionne pas la « Conspiration d'Aponte » évoquée précédemment. Peut-être parce qu'elle avait été déjouée à Cuba, et que les *negros franceses* engagés dans cette action au grand jour restaient minoritaires par rapport à l'ensemble du groupe stationné en Amérique centrale. Toujours est-il que dans l'ombre, des liens persistèrent entre les *negros franceses* arrivés en Amérique centrale en 1796 au service de l'Espagne, et les Noirs restés à Saint-Domingue qui proclamèrent l'indépendance d'Haïti en 1804. De véritables « réseaux dormants » haïtiens furent ainsi activés après 1804 dans les territoires d'Amérique latine : les *negros franceses* officiellement au service de l'Espagne, pouvaient en sous-main servir les intérêts de la République noire récemment proclamée, soit pour mener l'attaque directe en territoire espagnol, comme Gil Narciso sur Cuba, soit

26. *Boletín del Archivo General del Gobierno*, Tomo VII, Año VII, Guatemala, C.A., octobre de 1941, Numero I, *op. cit.* Pag. 74.

27. *Negros franceses* dans le texte original en espagnol.

en menant une action défensive pour empêcher toute tentative française de reprendre Haïti.

Don Beto, un de mes informateurs-clés chez les Noirs de Livingston au Guatemala, et descendant direct du fondateur de cette ville, Marcos Sanchez Diaz, propose une version qui va dans ce sens. Selon lui, Marcos Sanchez Diaz, commandant des troupes caraïbes noires, et au service officiellement des Espagnols, aurait dans le même temps surveillé les côtes d'Amérique centrale pour prévenir toute préparation d'attaque conjointe franco-espagnole depuis le *Reino de Guatemala* dirigée contre la République noire :

« Ainsi, nous voyons que Marcos Sanchez Diaz est un des capitaines qui vinrent par ici, c'est-à-dire comme sentinelle. Pour toute la baie, le golfe du Honduras, pour tout ça, pour surveiller, pour que d'ici ne se forment pas des forces pour libérer Haïti... Car la France recherchait l'aide de l'Espagne »²⁸.

Les Caraïbes noirs s'allient aux conservateurs après l'indépendance pour préserver leurs privilèges terriens acquis sous la colonie

Par la suite, lors de la déclaration d'indépendance du 15 septembre 1821, la citoyenneté guatémaltèque fut accordée aux « originaires d'Afrique ». L'abolition ne fut menée à son terme qu'après la période de flottement marquée par l'annexion au Mexique qui suivit la première déclaration d'indépendance (la deuxième et ultime déclaration d'indépendance fut prononcée le 1^{er} juillet 1823). Les esclaves noirs du Guatemala (premiers esclaves introduits dès le xvi^e siècle) arrachèrent leur liberté suite à une forte mobilisation qui culmina lors de la séance de l'Assemblée nationale constituante du 24 avril 1824, où ils présentèrent leurs doléances. Après avoir interdit par décret toute introduction et trafic d'esclaves sur le territoire, l'Assemblée accorda la liberté à tous les Noirs vivant au Guatemala. Par la suite, le pays fut plongé dans une guerre civile, opposant les conservateurs et leurs alliés, les Caraïbes noirs, aux libéraux emmenés notamment par Francisco Morazan devenu, en 1830, le deuxième président de la République fédérale²⁹. La raison du soutien des Caraïbes noirs aux conservateurs semble d'abord être liée à la question de la terre :

28. Don Beto, Livingston, barrio Pueblo Nuevo, 14.10.1999.

29. En 1831, sous la présidence de Morazan, le docteur Mariano Galvez devient chef de l'État du Guatemala ; cette même année, avec le décret 226 du 26 novembre, il rassembla toutes les zones de peuplement de la côte sous le district de Livingston (date à laquelle cette bourgade fut baptisée officiellement sous ce nom par les autorités), rattaché au département de Chiquimula. En 1832, le conservateur José Bustillo attaqua le gouvernement libéral de Morazan mais fut mis en déroute par ce dernier durant les batailles de Trujillo, Tercales et La Ofrecedora. Il a su s'allier à des Caraïbes noirs du Nord du Honduras, à des Noirs mulâtres et à des *zambos* du Belize d'où, après s'y être réfugié, il tenta d'acquérir des armes et de reprendre l'offensive pour s'emparer d'Izabal (cf. Archivo General de Centro America (AGCA) B119.2/Exp. 57787/Leg. 2530).

« Tout indique que le projet des libéraux fut perçu par les Garifunas comme une menace pour leurs intérêts. Les réformes libérales — en particulier les changements à la fois dans la propriété foncière et l'élimination des droits communaux — touchaient à un aspect clé de leur survie » (Idiaquez 1994 : 165).

En effet, les libéraux remettaient directement en cause la Constitution de 1825 où les Caraïbes noirs étaient inscrits comme habitants libres des ports honduriens. Ce droit inscrit dans la Constitution avait été arraché par les Garifunas suite à leurs hauts-faits d'armes pour défendre le port de Trujillo, au service des Espagnols, et leurs privilèges avaient été maintenus après l'indépendance du Honduras. Revenir sur ces droits, c'était donc mettre fin à l'alliance avec les Caraïbes noirs. De plus, les Garifunas, organisés en parti, réclamèrent ouvertement de revenir sous l'ordre ancien espagnol. Leurs divergences avec les libéraux n'en furent que plus franches ; ils rejoignirent l'opposition aux côtés des conservateurs, dans le parti qui, ironie du sort, s'appelait *los Serviles* (« les Serviles »).

En 1831, le parti des conservateurs projeta de faire un coup d'État. Ramon Guzman devait rétablir la bannière espagnole au Castillo de Omoa (Honduras) avec l'appui de deux cents Noirs. L'opération fut un échec total pour les Serviles et leurs alliés désireux de rétablir l'ancien régime.

En 1832, de nombreux Caraïbes noirs du Honduras qui avaient soutenu les conservateurs s'enfuirent au Belize. Les Britanniques reconnurent officiellement la fondation de Punta Gorda (à la frontière avec le Guatemala) ainsi que celle de Stann Creek cette année-là, alors que les Caraïbes noirs s'étaient déjà installés une première fois à ces emplacements trente ans auparavant, en 1802. L'arrivée des Garifunas vers ce dernier établissement, avec à leur tête Alejo Beni, le 19 novembre 1832, est commémorée au Belize par la fête du *Garifuna Settlement Day*. Stann Creek fut rebaptisée récemment de son nom garifuna, Dangriga.

Alejo Beni, le fondateur de Dangriga, était de père garifuna — son père aurait fait partie des déportés de Saint-Vincent — et de mère indienne (Flores 1979 : 69).

« Plusieurs années après, tel un marin en mer, je rencontrai John Martinez, un Garifuna de l'île de Roatan et un parent de mon parrain, qui me raconta l'histoire d'Alejo Bennie à Trujillo, Honduras. Il semble que c'était le seul et le même grand-père de John et de mon parrain.

Alejo Benny, me dit-il, était un éminent soldat au service de l'Espagne, au Honduras. Il recruta et entraîna le contingent garifuna qui était du côté de l'Espagne durant la révolution, faisant ainsi s'abattre le courroux de la révolution sur leurs têtes. Il avait été instruit dans un collège militaire quelque part dans l'intérieur avec le colonel Hernan Pozas de l'armée rebelle, celle qui captura la garnison du fort Trujillo aux mains des Espagnols. Il avait pour ordre de capturer Alejo Benny, son camarade de classe et ami personnel, tout comme il devait s'emparer du détachement militaire garifuna de l'armée espagnole dans la région. Il ignore cet ordre et à la place avertit Alejo de s'enfuir avant l'arrivée du héros de la révolution, le général Barbossa, à la tête d'une colonne partie de l'intérieur pour s'emparer du fort car il y avait des

rumeurs à propos des Anglais de la côte de Mosquitia, qui se dirigeraient vers le fort pour le prendre.

Alejo Benny commença sa retraite en envoyant des éclaireurs prévenir ses ex-soldats du danger imminent et enjoindre les habitants de tous les villages, de s'enfuir. Leur rendez-vous était fixé sur l'île de Roatan, deux jours plus tard.

Trois jours après, Alejo arriva accompagné par deux navires de fuyards. Le général Barbosa entra à Trujillo en constatant que sa proie avait prit la poudre d'escampette. Le lieutenant Pedro Garcia, opposé au colonel Pozas, le dénonça pour avoir permis à Alejo de s'enfuir. Une enquête prouva leur amitié de longue date et Pozas fut traduit en cour martiale, puis exécuté alors qu'Alejo venait à peine de rejoindre Roatan.

La milice du Honduras engagea une traque minutieuse de la côte, à l'exception de Roatan, d'où il partit six jours après avoir quitté Trujillo, pour faire voile vers la colonie du Belize et s'établir au village de Dangriga, où il arriva le 19 novembre 1832, date qui marque depuis notre jour de célébration garifuna » (Flores 1979 : 70-71).

D'autres Garifunas fuyant le Honduras se dirigèrent plus vers le sud, puisqu'ils s'installèrent au Nicaragua, mais sans s'établir durablement sur un territoire figé³⁰.

« Dans les années 1860 il y avait déjà une population garifuna établie près du port de Greytown, jusqu'au sud de Bluefields. [...] Tout indique que, à partir de 1860, les Garifunas étaient employés comme coupeurs d'acajou durant de longues périodes de l'année.

En 1880, les Garifunas se sédentarisent aux environs de la vallée de Laguna de Perlas. Et en 1881, Juan Sambola fonda le premier village garifuna sous le nom de San Vicente.

[...] En ce temps-là, la production de banane, de caoutchouc et la coupe du bois étaient en plein essor dans la zone de Laguna de Perlas et la Mosquitia était déjà presque configurée comme une enclave nord-américaine » (Idiaquez 1994 : 167-168).

En 1844, le général Rafael Carrera, conservateur, prend la tête d'un soulèvement qui plonge à nouveau le pays dans une guerre civile ; il devient chef de gouvernement, après avoir « invité » le docteur Galvez à lui céder la place. Homme de foi, Carrera est soutenu par le clergé, qui a depuis les débuts de la colonisation du Nouveau Monde, désigné les Indiens caraïbes comme étant des « cannibales ». Les Caraïbes noirs n'échappèrent pas non plus à cette condamnation. Le terme « caraïbe » employé par les premiers colons, dérive d'ailleurs du mot « cannibale » :

« Dans leur propre langage, les Caraïbes [noirs] d'Amérique centrale s'appellent eux-mêmes "*Garifuna*" ou plus succinctement "*Garif*", qui dérive des termes du caraïbe insulaire *Calinago*, *Carinago*, *Calliponam*, et de l'abréviation *Calina*, qui signifie "hommes valeureux". Colomb a détourné ces termes vers celui de *Caribales* qui est ensuite devenu *Canibales*. Le terme "Caraïbe" a été utilisé pour la première

30. Les Garifunas se sédentarisèrent quelques décennies plus tard.

fois par Peter Martyr dans sa célèbre histoire qui fut publiée dix ans après la mort de Colomb » (Conzemi 1928 : 184)³¹.

Face à l'avancée des troupes de Carrera soucieuses d'exterminer ces Noirs considérés comme mangeurs d'hommes, une nouvelle vague de départ de Garifunas du Honduras s'organise en 1845 : selon « don Beto » Mejia, mon principal informateur garifuna à Livingston (Guatemala), Alejo Beni aurait prévenu à temps les Garifunas de la côte nord du Honduras de l'arrivée imminente des armées de Carrera lancées à leurs trousses, et ils auraient fui dans la débandade sur des radeaux de fortune (sacs en toile de jute). Une partie se serait noyée, l'autre aurait rejoint Punta Gorda (Belize), tandis que Marcos Sanchez Diaz occupé à surveiller les côtes d'Amérique centrale pour empêcher toute invasion d'Haïti, aurait à cette occasion récupéré en mer, dans le golfe du Honduras, certains de ces fuyards garifunas issus du Honduras, qu'il aurait installés à Livingston. Toujours selon don Beto, Augusto Satuye, le propre fils du « chef suprême des Caraïbes noirs » Joseph Chatoyer, comptabilisé parmi les déportés de Saint-Vincent à leur arrivée à Roatan en 1797³², aurait également quitté le Honduras pour rejoindre Punta Gorda afin d'échapper aux troupes de Carrera. S'étant déplacé ensuite, toujours au Belize, à Barranco, village garifuna frontalier avec le Guatemala et situé à quelques kilomètres de Livingston, il y serait mort en 1865. Don Beto me déclara avoir connu personnellement une descendante directe³³ d'Augusto Satuye, décédée récemment, en 1999.

Ainsi, les « fondateurs » de villages garifunas, du Guatemala au Belize, tels Alejo Beni ou Marcos Sanchez Diaz, auraient assuré, selon leurs descendants, un rôle de gardiens de la communauté toute entière, après lui avoir trouvé un endroit où s'installer, en Amérique centrale. Ce qui nous intéresse d'abord, c'est de confronter ces histoires « héroïques », transmises oralement de génération en génération, chez les descendants des fondateurs en Amérique centrale, avec une autre histoire, archivistique qui, elle, fait aussi apparaître une autre facette de ces personnages : leur rôle de collaborateur avec le colon espagnol et les conservateurs... pour défendre leurs intérêts

31. Ces Noirs d'Amérique centrale utilisent le terme générique « *garinagu* » pour désigner l'ensemble de leur groupe, mais lorsqu'ils passent à l'espagnol, ils se désignent comme « *garifunas* ».

32. AGCA A3. 16/2025/194, recensement par les autorités espagnoles sur Roatan (nord du Honduras) en 1797, à l'arrivée des *caribes negros* déposés là par les Anglais après leur déportation de Saint-Vincent. On y retrouve le fils de Joseph Chatoyer (il est écrit Satulle), qui se distingua, après la mort de son père en 1795, sur Saint-Vincent, comme chef de compagnie. Sont également mentionnés le « général Du Vallée » (Dubale), commandant en chef sur Saint-Vincent après la mort de Joseph Chatoyer, ainsi qu'apparaît son fils le « major général Régis » (Regis), devenu second en chef derrière son père.

33. Selon don Beto, Deura Satuye, née en 1926 et morte en 1999, serait la fille de Paulino Satuye, lui-même fils de Augusto Satuye, ce dernier étant le fils de Joseph Chatoyer (il semble qu'une génération au moins ait été oubliée dans la présentation par don Beto du schéma de parenté de Deura Satuye).

fonciers acquis depuis leur arrivée en Amérique centrale, dans la milice de Trujillo. Le propos n'est évidemment pas de chercher à reconstituer « l'histoire des Garifunas », mais bien de revenir sur la construction de l'identité historisée et de la mémoire historique chez les groupes noirs issus de marrons, aux Amériques. Entre identité et mémoire, dans le contexte de restitution foncière en direction des groupes noirs engagée par les États d'Amérique latine depuis les années 1990, se situe l'enjeu de la terre...

Identité et mémoire aux Amériques noires : l'enjeu de la terre

La « résistance » des ancêtres, régulièrement honorée par les vivants

Les groupes issus de Noirs marrons aux Amériques se réclament d'un passé de « résistance » contre la domination des colons blancs. Ces « Premiers temps » (cf. *supra*), sont fondateurs. La mémoire est donc mise au service de l'identité et de la perpétuation du groupe. Chez les Garifunas, ces Premiers temps sont célébrés chaque année, notamment à travers le *Yankunú*, danse réalisée les 25 décembre et 1^{er} janvier. Un leader de la principale association garifuna de Livingston, la ONEGUA (Organizacion negra guatemalteca), présente cette danse comme étant née sur Yurumein (nom garifuna de Saint-Vincent), à l'initiative des femmes garifunas, pour résister aux Anglais qui les violaient :

« Les hommes s'habillent comme les femmes mais c'est une forme de danse qui se perpétua après la stratégie de guerre qu'avaient les Garifunas contre les Anglais. Car les Anglais allaient parfois à Yurumein avec l'intention de violer les femmes. Les femmes faisaient toujours face et les hommes se cachaient. Alors une femme a dit à son époux : "Regarde, c'est mieux que tu me donnes ta culotte, parce qu'avec tes pantalons, je vais me les affronter eux." Et ce qui se passa ensuite, ce fut une stratégie de guerre, que les hommes s'habillent en femmes. Alors, quand les Anglais venaient déjà essayer de violer les femmes garifunas, ils eurent la surprise qu'on leur coupe le pénis. Eh eh eh ! » (Cesar Gregorio, barrio San Jose, 16.08.1999).

Selon Suazo (1997 : 83-84), un auteur garifuna, le terme *Yankunú* dériverait du garifuna *Young giunú* (fin de Young). Young était le responsable anglais qui chassa de Saint-Vincent les Caraïbes noirs en 1796. Le *Yankunú*, en s'intégrant aux fêtes de fin d'année du calendrier chrétien, a ainsi pu perpétuer, de Saint-Vincent à l'Amérique centrale, l'histoire de lutte des Garifunas pour leur survie. Mais lorsque l'on se penche de plus près sur cette danse, on constate qu'elle n'est pas limitée seulement à ce groupe noir d'Amérique centrale. En effet, on la retrouve dans de nombreux pays anglo-saxons caribéens, et aux mêmes dates (Noël et Jour de l'an) : Jamaïque, Bahamas, Bermudes, Saint-Vincent et aussi en Caroline du Nord. Selon l'historien Kwame Yreobe Daaku (1970), le *Yankunú* dériverait de John

Canoe. Ce personnage serait un prince africain, John Konny (ou Kounie), qui se serait emparé d'un fort sur la Côte de Guinée durant 15 ans, avant d'en être délogé par les Hollandais. Les différentes recherches portant sur le *Yankunú* font apparaître qu'il est aux Amériques un moment très fort de rassemblement, en souvenir des ancêtres noirs ayant lutté contre l'esclavage :

« Le *Yankunu* (corruption de John Canoe) — connu également comme *Wanaragua* — est une festivité du carnaval en période de Noël célébrée dans les Antilles britanniques (Jamaïque, Bahamas, Bermudes, Saint-Vincent et aussi en Caroline du Nord) ainsi qu'en Amérique centrale (Guatemala, Costa Rica, Nicaragua et Honduras). Le John Canoe a des origines très antiques et l'on suppose qu'il s'est diffusé à partir de la Jamaïque. La première mention explicite date de 1774, elle nous est fournie par l'historien jamaïcain Edward Long qui affirme que le nom de cette danse masquée est un hommage à un héros africain, chef de tribu de la Côte de Guinée qui vécut vers 1770. Belisario (1837) soutient quant à lui que le terme est une corruption du français "gens inconnus" se référant probablement à l'identité masquée des danseurs, alors que le linguiste Cassidy (1961) prétend au contraire qu'il dérive d'un mot africain qui, dans la langue éwé signifie "magicien, sorcier". Le *Yankunu* est une danse masquée qu'on exécute exclusivement pendant la période de Noël, plus précisément au cours de la fête des Rois Mages, lors d'une procession de carnaval qui a lieu dans les rues de Belize City et de Livingston. Le rythme est rapide et en temps binaire composé (6/8) joué par deux tambours garaon, avec l'accompagnement d'un chœur de femmes répondant aux appels du leader. Le *Wanaragua* ou *Yankunu* rentre dans la sphère masculine tant par la composition des chants que par l'interprétation des danses : ces dernières sont interprétées exclusivement par des hommes qui peuvent être habillés de vêtements masculins ou féminins » (Penedo & d'Amico 2000 : 70-71).

Le John Canoe aurait pu être introduit chez les Garifunas non pas depuis leur arrivée en Amérique centrale mais bien sur Saint-Vincent, lors des contacts (périodes de lutte et de paix) entre Anglais et Caraïbes noirs. Les ancêtres fondateurs de Livingston issus d'Haïti sont invoqués systématiquement dans les rituels du culte des ancêtres garifuna. Ainsi, le principal fondateur, Marcos Sanchez Diaz, est identifié par les leaders garifunas de Livingston comme étant un « chamane haïtien » et un « major dans l'armée, sur Haïti ». En revanche, le souvenir de la « collaboration » des Caraïbes noirs avec les Espagnols puis avec les conservateurs en Amérique centrale, partisans du retour à l'ordre ancien de la colonie, a été oublié... tout comme l'est le passé aux Antilles, qui vit les ancêtres de Saint-Vincent et de Saint-Domingue (*negros franceses*) s'allier systématiquement avec les colons les plus offrants, pour préserver leur liberté et leurs terres conquises les armes à la main. On ne retient que les périodes de lutte franche et ouverte contre les colons, tandis que les périodes d'entente avec ces derniers ne sont pas rappelées. Ce qui est vrai pour les Garifunas du Guatemala l'est aussi pour tout autre groupe noir aux Amériques issu de marrons. Palmares, la « Troie nègre » au Brésil, avec ses *quilombos*, véritables États centralisés (Rodriguez 1932) apparus aux débuts de la colonisation, reste une référence très forte dans l'histoire de résistance des Noirs aux Amériques. Mais Palmares a

également été le lieu d'une entente entre Noirs marrons et pouvoir esclavagiste, ce qui va à l'encontre des thèses défendues par le mouvement noir ayant érigé le *quilombo* comme modèle dans son action revendicative. La mémoire est-elle sélective au point « d'oublier » pour toujours ce qui pourrait remettre en cause les fondements mêmes du groupe ? Il s'agit plutôt d'une mise entre parenthèses. Et ce qui est « oublié » aujourd'hui, pourra être rappelé à son bon souvenir, dans un autre contexte³⁴.

Dans la communauté noire de Livingston, les ancêtres fondateurs haïtiens continuent à « tirer les ficelles » à travers le contrôle du culte et des terres

Le « contrôle » des ancêtres sur les vivants est également orchestré à travers les rituels réalisés dans le cadre du culte des ancêtres, et à travers le système de transmission des terres. Les auteurs qui font référence, présentent la filiation chez les Garifunas comme bilinéaire (Taylor (1951) pour le Belize, Beaucage (1970) pour le Honduras, et Gonzalez (1979) pour le Guatemala). Or, dès le début de mes enquêtes à Livingston, des informateurs-clés garifunas m'ont révélé que la transmission des terres répondait dans le périmètre urbain à une « règle » bien précise : du père vers la fille benjamine, et de la mère vers le fils aîné. Celui qui hérite de la terre se voit par la même occasion désigné comme le « chef » exerçant son autorité sur le groupe domestique résidant. Un système dit de « maison » est ainsi apparu, caractérisé par un héritage de type précipitaire et un successeur unique (Augustins 1989). Un tel ordre de filiation, en « corde » (du père vers la fille, de la mère vers le fils), s'il a été analysé par Mead (1963) en Océanie, n'a bénéficié jusqu'à présent que de très peu de cas découverts dans le monde, pour développer sa théorisation.

Comment un tel système de maison est-il apparu au Guatemala, chez ce groupe de Noirs issus des Antilles ? Ne serait-ce pas justement cette « rencontre » à Livingston au début du XIX^e siècle entre les ancêtres *negros franceses* de Saint-Domingue et les Caraïbes noirs de Saint-Vincent qui aurait été fondatrice ? Enfin, pourquoi les leaders du culte lors des rituels garifunas présentent-ils les « combats à mener aujourd'hui pour protéger la communauté et la terre » à Livingston, comme « inscrits dans la lignée de ceux menés hier », aux Antilles et en Amérique centrale, par leurs ancêtres issus de Saint-Vincent et de Saint-Domingue ? Culte des ancêtres, structures

34. La mémoire historique est sans cesse reconstruite en fonction des enjeux contemporains qui l'entourent. Des ruptures dans la continuité de la mémoire, de la conquête aux indépendances, sont observables : les civilisations précolombiennes « n'avaient plus » de passé après la conquête, tandis qu'après les indépendances, c'est la période coloniale qui à son tour a été oubliée (GUERRA 1994 : 11), et la mémoire des Amérindiens, restaurée. On pourra préférer au terme « d'oubli », celui de « sauts » de la mémoire (LOSONCZY 1996).

de parenté, héritage et succession, migrations, identité... tout semblait être lié.

En périphérie rurale de Livingston, sur les premières terres d'installation du *negro frances* Marcos Sanchez, au début du XIX^e siècle, la transmission foncière se fait cette fois de père en fils, et ce, jusqu'à nos jours, alors que ces terrains ne sont plus habités par les Garifunas depuis les années 1980, même s'ils en sont encore propriétaires. On serait alors passé, entre le XIX^e et le XX^e siècle, d'une organisation en patrilignage sur les premiers terrains occupés par le fondateur « haïtien » (*negro frances*) en périphérie rurale, à un système de maison garifuna avec ordre de filiation croisée, en « corde », dans le centre urbain. La maison garifuna serait née, à Livingston, précisément de la rencontre au début du XIX^e siècle entre Noirs de Saint-Domingue, qui sont organisés en patrilignages encore aujourd'hui sur Haïti, et Caraïbes noirs issus de Saint-Vincent, ayant quant à eux (Taylor 1951) apporté des éléments de filiation matrilineaire propres à la société caraïbe. Ainsi, et comme l'a encore appelé de ses vœux Claude Lévi-Strauss (1991 : 435-436), la conceptualisation de la maison doit résolument être ramenée à l'histoire : La « maison » est une création institutionnelle, apparue dans des moments de conflit entre maternels et paternels, et elle « résulterait d'un effort pour transcender des principes théoriquement inconciliables » dans des sociétés « où s'esquisse une volonté consciente d'ouverture à un devenir historique ».

De plus, j'ai constaté que trois familles se partageaient le leadership dans le culte des ancêtres à Livingston, Guatemala : les Castillo, les Sanchez et les Baltazar. Parmi ces trois familles, on retrouve le plus grand nombre de temples et d'officiants pour le culte des ancêtres à Livingston : *buyei* (prêtre), *ounagulei* (aide) et *ebu* (médium) sont les trois positions les plus haut placées dans la hiérarchie du culte. Et en périphérie rurale, à côté des premières terres de fondation où s'était installé Marcos Sanchez Diaz, étaient également installés les Castillo et les Baltazar. En enquêtant auprès de ces deux autres familles (en ville, puisque les terres périphériques sont abandonnées par les Garifunas depuis les années 1980), il a été possible de remonter jusqu'à la fondation de Livingston, au début du XIX^e siècle, pour aboutir à la conclusion suivante : les premiers terrains de cette bourgade furent occupés par Marcos Sanchez Diaz, et par les familles Baltazar et Castillo. Lorsque j'ai demandé à Don Beto, mon informateur-clé, s'il n'y avait pas eu d'autres fondateurs que Marcos Sanchez, il a répondu que, précisément, deux *negros franceses* (Haïtiens) étaient à ses côtés : Profelio Baltazar et Maximo Castillo.

Le leadership sur la communauté garifuna, à travers le contrôle de la terre et du culte, est donc depuis la fondation de Livingston jusqu'à nos jours, détenu par ces trois familles issues des trois fondateurs haïtiens que j'ai réussi à identifier : Profelio Baltazar, Maximo Castillo et Marcos Sanchez Diaz. De plus, les patrilignages de ces trois familles fondés par les trois « Haïtiens » (*negros franceses*) fondateurs, dans l'actuelle périphérie rurale

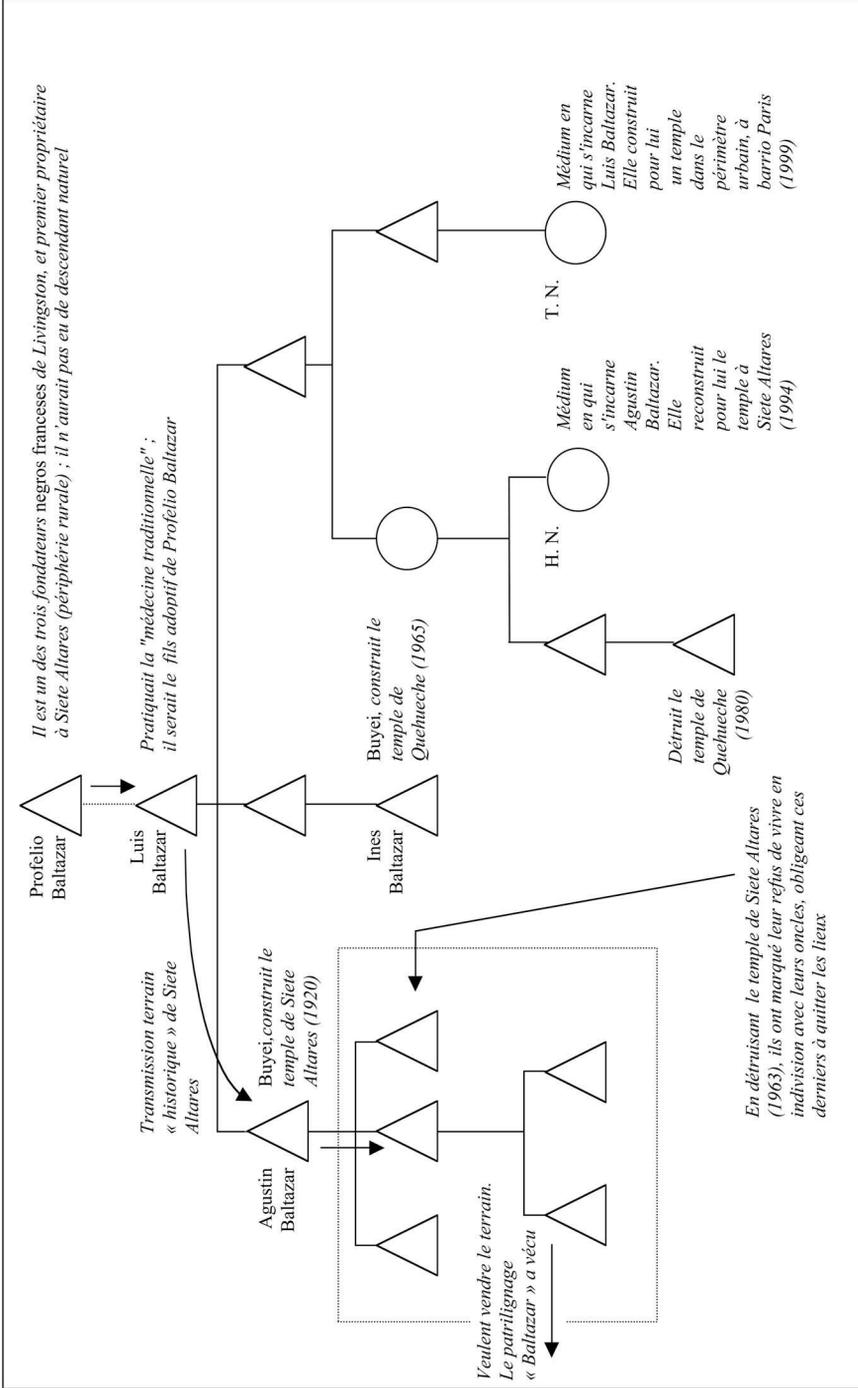
de Livingston, sont apparus au début du XIX^e siècle alors que dans le même temps, cette fois en Haïti, des patrilignages appelés « la cour » (Métraux 1958), se sont particulièrement répandus après la proclamation de l'indépendance en 1804 dans les campagnes de cette République noire pour faire face aux bandes armées. « La cour » haïtienne aurait-elle ainsi été fondée, au Guatemala, par les Haïtiens arrivés au début du XIX^e siècle à Livingston, alors qu'elle se développait dans le même temps en Haïti ? L'histoire et l'étude des migrations apportent des réponses précieuses pour l'étude de ces groupes issus de l'esclavage, aux Amériques.

Par la suite, au début du XX^e siècle, les familles installées dans les périphéries rurales de Livingston depuis le XIX^e siècle, se sont rapprochées plus durablement du périmètre urbain. Le système de « maison » s'est alors mis en place, avec une transmission cette fois du père vers la fille benjamine et de la mère vers le fils aîné. Un dernier processus restait à faire apparaître entre culte et système foncier : depuis l'abandon des périphéries rurales et le départ massif vers les États-Unis (années 1960), le dernier *buyei* étant parti vivre à New York, ce sont les femmes qui ont repris les rênes du culte à Livingston. Les rituels majeurs devant être assurés par un *buyei*, un prêtre homme, ce sont les ancêtres *buyei* qui reviennent diriger le culte en s'incarnant en ces femmes médiums, leurs descendantes directes (voir schéma page 154). Ainsi, à travers le système de maison qui leur permet d'hériter des terres, et leurs fonctions de médiums leaders qui les amènent à être incarnées par les ancêtres hommes *buyei* et donc de diriger le culte, les femmes ont désormais pris le pouvoir sur la communauté garifuna à Livingston.

Avec ce nouvel exil, de l'Amérique centrale à l'Amérique du Nord, l'influence du dollar et du « modèle afro-américain » sur les familles restées à Livingston et sur celles parties rejoindre les ghettos noirs aux États-Unis, peut remettre en cause le système de maison garifuna : on achète en dollars le rôle de chef de maison sans respecter la règle traditionnelle de transmission qui désigne l'héritier. Mais dans le même temps, l'argent envoyé depuis les États-Unis vers l'Amérique centrale a également redynamisé le culte des ancêtres et permet une « reconquête territoriale » garifuna : on assiste depuis la fin des années 1990 à une multiplication des rituels majeurs dédiés aux ancêtres (*chugu*), à la construction de temples en centre ville, à la restauration des premiers temples dans les périphéries rurales sur les terres « ancestrales », etc. Cela s'inscrit d'ailleurs dans le cadre des accords de paix (1995-1997) de restitution des terres garifunas spoliées par les dictatures militaires guatémaltèques durant les années 1980.

Après avoir participé au « baptême » du temple de Milinda fin 1999 (terre glaise projetée sur les parois et invocation des ancêtres), j'ai assisté, lors de mon second séjour au Guatemala fin 2000, soit exactement un an plus tard, à trois jours de rituel marquant l'inauguration de ce lieu de culte. Les parois en boue séchée avaient depuis été consolidées par du ciment. Le rituel était orchestré sous la tutelle des ancêtres propriétaires du temple

Contrôle du culte et de la terre : les femmes reprennent le leadership



qui s'incarnaient dans les leaders médiums, sous la bénédiction d'un prêtre de l'Église catholique spécialement dépêché sur place. La plupart des personnes présentes venaient des États-Unis et avaient fait le voyage pour l'occasion. Les relations entre les membres de la communauté garifuna, émigrés chez le voisin d'Amérique du nord, et ceux restés au Guatemala restent indéfectibles : on ne peut réaliser de rituel majeur que sur la terre des ancêtres, dans les villages fondés en Amérique centrale, et ceux qui refusent de le faire, même émigrés aux États-Unis, peuvent être harcelés en rêve par leurs ancêtres au plus profond des ghettos afro-américains du Bronx et de Harlem.

La « grande maison », ainsi réunie au temple de Milinda en décembre 2000, avait pour fondateur un personnage extrêmement important, semble-t-il, compte tenu du nombre élevé de convives (environ deux cent cinquante) venus en grande partie des États-Unis, et des rituels majeurs réalisés sur place. En effet, le *baba* (ancêtre), F. Franzua, après analyse, est un descendant de Jean François, ancien chef du soulèvement des Noirs sur Saint-Domingue. Or, les terrains de ce dénommé Franzua ont été vendus — à l'exception de celui où repose encore le temple — par son arrière petit-fils à de riches *ladinos* de la capitale³⁵. Le Garifuna spéculateur foncier fut, dit-on, frappé par l'ire de son ancêtre après avoir éconduit son arrière grand-père en refusant de restaurer le temple pour l'honorer et en vendant ses terres : il y a trois ans, il périt en mer avec un ami de retour du Belize. On ne retrouva jamais leurs corps, ni leur embarcation... La sœur du défunt n'attendit pas plus longtemps pour restaurer le temple en l'honneur de son arrière grand-père. D'autres *dabuyaba* (temples) virent le jour ou furent reconstruits dans le périmètre urbain par les femmes leaders médiums : dans le quartier Paris, T. N. en a construit un en 1999 en l'honneur de son ancêtre Luis Baltazar, alors qu'en 1994, sa cousine, H. N., avait fait reconstruire le temple de Siete Altares pour leur autre ancêtre Agustín Baltazar (il était *buyei*, soit le plus haut grade dans le culte).

La parenté et le culte, articulés autour du foncier, sont des marqueurs forts de l'identité garifuna. Or, dans un contexte récent de restitution des terres définies comme « historiquement » occupées par les Noirs aux Amériques, la mémoire devient un instrument central dans cet enjeu foncier. Cependant, la reconnaissance des droits et la construction identitaire des Noirs, aux Amériques, n'est pas la même selon que l'on se trouve dans les lieux du pouvoir dominant, dans les grandes villes, ou dans des localités plus secondaires.

35. Terme désignant, au Guatemala, les « Blancs », se disant eux-mêmes descendants des colons espagnols, mais de fait également d'ascendance indienne. Le terme *mestizo*, plus approprié, est utilisé au Mexique pour cette population.

En Amérique latine, la question de l'intégration des groupes noirs se joue d'abord en ville

La ville aux Amériques noires est un thème qui reste à explorer, dans la « situation » particulière des rapports entre descendants de colons et d'esclaves. En Colombie, par exemple, la question de la « visibilité » des Noirs en zone urbaine sur la côte atlantique (Cunin 2000) ne bénéficie pas du même traitement que pour la frange pacifique en milieu rural où les populations descendantes de Noirs installées là « historiquement » se voient reconnaître la propriété des terres depuis le début des années 1990 (Agier & Hoffmann 1999). Avec la constitution de 1991 et la loi sur les négritudes de 1993 pour l'attribution de titres fonciers collectifs aux communautés noires riveraines du Pacifique (Hoffmann 2000), des « bricolages » pour la construction d'une identité noire virent le jour, même au sein de groupes de paysans non noirs (Blancs et métis plus proches des Indiens), limitrophes aux communautés afro-colombiennes installées qui s'inventèrent de toute pièce une ascendance nègre. Ainsi, la négritude ramenée au territoire, dans ce nouveau contexte de restitution de terres en Amérique latine, peut déborder sur les groupes non noirs.

Au Venezuela, pays à 85 % urbanisé, les Noirs tardent à être reconnus tant d'un point de vue culturel que territorial par les autorités. Charier (2000) précise que les Noirs du Venezuela se voient reprocher de ne pas avoir de culture forte comme celle des groupes yoruba du Brésil ou de Cuba. Or, dans ce pays largement urbanisé où une grande partie de la population urbaine habite Caracas, reconnaître des droits culturels aux Noirs du Venezuela reviendrait pour les classes bourgeoises à livrer le pays aux *barrios* de la capitale qui regroupent les couches noires et populaires. L'enjeu est tel qu'il y a des répercussions directes sur le monde scientifique, qui mènent à des positions identifiables à celles d'un « assesseur ethnique » (Agier 1997). Y. Pedrazzini (2001 : 52) appelle ainsi à « fonder les bases d'une sociologie “noire” et “populaire”, loin du langage des nantis qui triomphe aujourd'hui en sociologie urbaine, aux États-Unis [Bourdieu & Wacquant 1998], mais aussi au Venezuela et en France ». Il ajoute : « Et le fait que les *barrios* aient pu finalement imposer à cette classe dirigeante un président “révolutionnaire” et “populaire” ne fait que limiter les expressions de ce mépris [de la bourgeoisie] mais ne le rend peut-être que plus profond : la peur du noir est aujourd'hui aussi la peur du président Chavez » (*ibid.* : 51).

Chavez, fin tacticien, aurait donc eu tort de ne pas s'appuyer sur les couches noires pour « faire peur » aux franges de la bourgeoisie lui étant encore hostiles. La mémoire, sélective, permet de jouer sur les peurs d'hier, encore sensibles aujourd'hui, pour agir. Il y a bien une histoire de la résistance au Venezuela, dont l'amplitude s'étend des Antilles à l'Amérique latine : les guerres d'indépendance de la Grande Colombie dirigées par Bolivar, ont été gagnées grâce à l'action des *pardos* (Noirs du Venezuela) et des Noirs de la Caraïbe qui furent historiquement acteurs des Révolutions

française et haïtienne (cf. *supra*). La mémoire nationale vénézuélienne ne l'a peut-être pas suffisamment retenu, mais elle ne l'a certainement pas oublié. Cet antagonisme entre bourgeoisie et Noirs aujourd'hui, entre plantocratie et « *pardocracia* » hier, remonte aux fondements mêmes de l'indépendance du Venezuela par Bolivar. Chavez, qui se présente comme le continuateur de l'action du *Libertador*, a donc su habilement jouer de cette alliance historique entre créoles et Noirs dans son accession puis son maintien au pouvoir : sa « remise en selle » après le coup d'État du 11 avril 2002, au grand dam de la Maison Blanche, il l'attribua d'abord aux manifestations des habitants des *barrios*, ces quartiers de la capitale qui regroupent les couches noires et populaires.

*

Pour conclure, revenir dans le détail sur l'histoire de la « résistance » des Noirs, en mettant l'accent sur les alliances et conflits avec les dominants durant la colonie et les indépendances, c'est aussi et surtout chercher à cerner de près la construction de leur mémoire historique et de leur identité historisée dans les sociétés actuelles aux Amériques. Cela implique qu'il faut passer d'une histoire de la soumission des Noirs, écrasés, opprimés, à celle de la résistance : l'action, plus que la soumission, doit être désormais analysée de près. C'est alors tout un vocabulaire « identitaire » — communauté³⁶, résistance, etc. — qu'il convient de répertorier et d'analyser dans le détail sur les Amériques noires, afin de cerner les conditions de son émergence, dans la construction d'une identité historisée. Cela passe également par un travail de déconstruction des classifications coloniales (Amselle & M'Bokolo 1985 ; Dozon 1981), en couplant le travail de l'anthropologue et de l'historien avec celui du linguiste. Cela suppose d'identifier les territoires urbains actuels qui ont hérité de cette confrontation d'hier entre dominants et dominés. Aujourd'hui, au Brésil, de nombreux noms d'origine africaine, désignant les villages marrons apparus dans les zones rurales à l'abri des sous-bois, en marge de la plantation, sont devenus en ville des enjeux entre mouvement noir et autorités³⁷. J.-C. Depaule & C. Topalov (1998 : 2-3) font la remarque suivante au sujet d'un *mocambo* de Recife³⁸ :

« Le mot *mocambo*, qui à l'origine réfère à l'univers rural des esclaves, en vient à désigner le champ d'intervention par excellence des politiques de logement et de planification urbaine : devenu le taudis à éradiquer, il est désormais une catégorie opératoire pour la cartographie et les recensements. »

36. Le sens de « communauté » chez les Noirs aux Amériques, comme l'évoquent récemment TORRES & WHITTEN (1998 : 31), est apparu lui-même dans un processus de luttes.

37. La collaboration des Noirs marrons avec les colons est niée par ces mouvements.

38. Voir également TAVARES CORREIA DE LIRA (1998).

Observe-t-on des situations semblables pour le *mocambo* du Mexique, le *quilombo* et le *cumbe* du Venezuela, ou le *mambise* de Cuba ? L'étude des « Mots de la ville » contribue à faire apparaître les enjeux actuels autour des territoires de « résistance », entre groupes noirs et autorités, aux Amériques.

Ces groupes sont des acteurs conscients de leur action, comme le soulignait Balandier (1955) dans le contexte des indépendances africaines. En s'appuyant sur un « passé de la résistance », les Noirs aux Amériques à travers leur volonté affichée de reconnaissance identitaire et culturelle ont pour objectif non pas la rupture avec un ordre colonial, mais l'intégration enfin pleine et entière dans des Républiques ayant déjà réalisé leurs indépendances au XIX^e siècle. S'intéresser aux Amériques noires ne peut donc se faire qu'en ayant le souci de réaliser une véritable « anthropologie dynamique et critique ». Et dans un continent urbanisé comme l'Amérique latine, la ville est le lieu central de ces enjeux.

Paris 1-Panthéon-Sorbonne/Institut d'Études en développement économique et social.

BIBLIOGRAPHIE

- AGIER, M. (dir.)
1997 *Anthropologues en dangers*, Paris, Jean-Michel Place.
- AGIER, M. & HOFFMANN, O.
1999 « Les terres des communautés noires dans le Pacifique colombien. Interprétations de la loi et stratégies d'acteurs », *Problèmes d'Amérique latine*, 32 : 17-42.
- AMSELLE, J.-L. & M'BOKOLO, E.
1985 *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte.
- AUGUSTINS, G.
1989 *Comment se perpétuer ? Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Nanterre, Société d'ethnologie.
- BALANDIER, G.
1955 *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF.
- BARON, S.
1991 *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Paris, La Découverte.

BASTIDE, R.

1967 *Les Amériques noires, les civilisations africaines dans le nouveau monde*, Paris, Payot.

BEAUCAGE, P.

1970 *Economic Anthropology of the Black Carib of Honduras*, Thesis Ph. D., London, University of London.

BELISARIO, I.

1837 *Sketches of Character*, Kingston.

BELROSE, M.

1990 « Bolivar et la question de l'esclavage des Noirs », in A. YACOU (dir.), *Bolivar et les peuples de Nuestra America, des sans-culotte noirs au Libertador*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux.

BOSCH, J.

1981 *De Cristobal a Fidel Castro. El Caribe, Frontera Imperial*, La Havane, Casa de las Americas.

BOURDIEU, P. & WACQUANT, L.

1998 « Sur les ruses de la raison impérialiste », in *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 121/122 : 109-118.

BRITO FIGUERO, F.

1985 *El problema tierra y esclavos en la historia de Venezuela*, Caracas, Universidad central de Venezuela, Ediciones de la biblioteca.

CANDAU, J.

1998 *Mémoire et identité*, Paris, PUF.

CASSIDY, F. & FRANK, G.

1961 *Jamaica Talk*, Basingston and London, Macmillan Education.

CÉSAIRE, A.

1961 *Toussaint Louverture, la révolution française et le problème colonial*, Paris, Présence Africaine.

CHARIER, A.

2000 *Le mouvement noir au Venezuela, revendication identitaire et modernité*, Paris, L'Harmattan (« Amériques latines »).

CHESNEAU, J.

1996 *Habiter le temps*, Paris, Bayand.

COELHO, R.

1987 *Los negros caribes de Honduras*, Tegucigalpa, Guaymuras (première éd. anglaise, *The Black Carib of Honduras (A Study in Acculturation)*, Evanston, Northwestern University, 1955).

CONZEMIUS, E.

1928 « Ethnographical Notes on the Black Carib (Garif) », *American Anthropologist*, 30 (2) : 138-205.

COPANS, J.

1975 *Anthropologie et impérialisme*, Paris, Maspero.

CUNIN, E.

2000 *Le métissage dans la ville. Apparences raciales, ancrage territorial et construction de catégories à Cartagena (Colombie)*, Thèse de doctorat, Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail.

DAAKU, K.

1970 *Trade and Politics on the Gold Coast*, Oxford, Clarendon.

DEMAZIÈRE, E.

1994 *Les cultures noires d'Amérique centrale*, Paris, Karthala.

DEPAULE, J.-C. & TOPALOV, C. (dir.)

1998 « Les mots de la Ville », *Genèses*, 33, numéro spécial.

DOZON, J.-P.

1981 *Ethnicité et histoire : productions et métamorphoses sociales chez les Bété de Côte-d'Ivoire*, thèse de doctorat, Université Paris 5.

FLORES, J.

1979 *The Garifuna Story Now and Then*, Los Angeles, J. Flores.

FRANCO, J. L.

1963 *La conspiracion de Aponte*, La Habana, Consejo Nacional de Cultura, Publicaciones del Archivo Nacional.

1965 *La batalla por el dominio del Caribe y el Golfo de Mexico*, La Habana, Academia de Ciencias, 3 Volumes.

GONZALEZ, N.

1979 *La estructura del grupo familiar entre los Caribes-Negros*, Guatemala, Jose de Pineda Ibarra.

GUERRA, F.-X.

1994 « Mémoires en devenir. Amérique latine, XVI^e-XX^e siècle », in *Les enjeux de la mémoire*, Colloque international, Paris, 3 décembre 1992, Bordeaux, Maison des ibériques, Association française des sciences sociales pour l'Amérique latine.

HOFFMANN, O.

2000 « Jeux de parole et de mémoire autour des mobilisations identitaires (Colombie) », in M.-J. JOLIVET (dir.), *Logiques identitaires, logiques territoriales*, Revue *Autrepart*, 14 : 33-51.

IDIAQUEZ, J.

1994 *El culto a los ancestros en la cosmovision religiosa de los Garifunas de Nicaragua*, Managua, Instituto Historico Centroamericano.

LABAT, R. P., J.-B.

1979 *Voyage aux Îles de l'Amérique (Antilles), 1693-1705*, Paris, Seghers.

LAFLEUR, G.

1992 *Les Caraïbes des Petites Antilles*, Paris, Karthala.

LÉVI-STRAUSS, C.

1991 « Maison », in P. BONTE & M. IZARD, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, PUF.

LONG, E.

1974 *A History of Jamaica*, London, Printed for the Author, 2 volumes.

LOSONCZY, A.-M.

1996 « Mémoires "nègres" : le creux et le plein », *Bastidiana*, 13-14 : 163-174.

MEAD, M.

1963 *Mœurs et sexualité en Océanie*, Paris, Plon.

MÉTRAUX, A.

1958 *Le vaudou haïtien*, Paris, Gallimard.

ORTIZ, S. E.

1971 *Franceses en la independencia de la gran Colombia*, Bogota, Editorial ABC.

PARRA-PEREZ, G.

1959 *Historia de la primera republica de Venezuela*, Caracas, Ses quincentenario de la Independencia (« Biblioteca de la Academia Nacional de la Historia »).

PEDRAZZINI, Y.

2001 « Le barrio, la rue, les gangs, une critique de la sociologie urbaine », in M. BASSAND, V. KAUFMANN & D. JOYE (dir.), *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes (« Science, Technique, Société ») : 39-61.

PENEDO, I. & D'AMICO, L.

2000 « La culture musicale des Garifuna », *Cahiers de musique traditionnelle*, 13 : 65-75.

PIQUET, J.-D.

1998 *L'émancipation des Noirs dans la pensée et le processus révolutionnaires français (1789-1795)*, Thèse de doctorat en histoire, Université Paris 8.

PLUCHON, P.

1989 *Toussaint Louverture, un révolutionnaire noir d'Ancien Régime*, Paris, Fayard.

POUTIGNAT, P. & STREIFF-FENART, J.

1995 *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF.

REY, N.

2001 *Les ancêtres noirs « révolutionnaires » dans la ville caribéenne d'aujourd'hui : l'exemple de Livingston, Guatemala*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne.

2005 *Caraïbes noirs & negros franceses : les « oubliés » de l'Histoire. Des guerres coloniales aux indépendances du Nouveau Monde*, Paris, Karthala (« Hommes et Sociétés »).

RODRIGUEZ, N.

1932 *Os africanos no Brasil*, Sao Paulo, Companhia editoria nacional.

SHEPARD, E. C.

1831 *An Historical Account of the Island of St. Vincent*, London, F. Cass.

SUAZO, S.

1997 *Los deportados de San Vicente*, Tegucigalpa, Editorial guaymuras.

TAVARES CORREIA DE LIRA, J.

1998 « Mots cachés : les lieux du *mocambo* à Recife », in J.-C. DEPAULE & C. TOPALOV (dir.), *op. cit.* : 77-106.

TAYLOR, D.

1951 *The Black Carib of British Honduras*, New York, Viking Fund Publications in Anthropology.

TORRES, A. & WHITTEN, N. E. (dir.)

1998 *Blackness in Latin America and the Caribbean, Social Dynamics and Cultural Transformations*, Bloomington, Indiana University Press.

VVAN COTT, D. L.

2000 *The Friendly Liquidation of the Past : The Politics of Diversity in Latin America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

WACHTEL, N.

1971 *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole, 1530-1570*, Paris, Gallimard.

YOUNG, W.

1971 [1795] « An Account of the Black Charaibs in the Island of St. Vincent's », *West Indian Studies*, 18.

RÉSUMÉ

En 1802, des Noirs libres issus de Saint-Vincent et de Saint-Domingue, îles de la Caraïbe échappant alors à l'influence française, fondent la ville de Livingston, sur la côte atlantique du Guatemala, en plein territoire espagnol. Encore aujourd'hui, leurs descendants, les Garifunas, rappellent régulièrement dans les rituels ne devoir leur survie en Amérique centrale qu'à la résistance première des ancêtres, menée aux Antilles (xvii^e-xviii^e siècles). En retraçant cette histoire, nous constaterons que derrière « l'arbre » de la fondation de Livingston, au Guatemala, se cache une « forêt », celle effectivement d'hommes qui luttèrent pour la terre et la liberté, en étant impliqués directement et dans la continuité, des Révolutions française et haïtienne (1791-1804), aux indépendances du Nouveau Monde. En confrontant cette histoire reconstruite à partir de documents écrits extraits des archives du Guatemala, de Cuba et de Guadeloupe, avec l'histoire orale et les rituels des Garifunas aujourd'hui, il est également apparu que ce passé de résistance reste de nos jours central pour l'unité et le contrôle de l'ensemble du groupe : après enquêtes sur le terrain, il s'avère que les trois fondateurs de Livingston identifiés, impliqués dans les soulèvements aux Antilles contre les colons il y a plus de deux cents ans, détiennent toujours aujourd'hui le contrôle sur la terre et le culte des ancêtres garifunas à travers leurs descendants directs d'Amérique centrale.

ABSTRACT

The Garifuna, Between a « Memory of Resistance » in the Antilles and the Conveyance of land in Central America. — In 1802, free African descendants from the Caribbean islands of Saint-Vincent and Santo Domingo, which were coming out from under French influence, founded the town of Livingston in a Spanish zone on the eastern coast of Guatemala. The Garifuna, their descendants, still regularly recall through ceremonies that they owe their survival in Central America to the resistance put up by their ancestors in the Antilles during the 17th and 18th centuries. But behind this story of the town's foundation is a history of a people fighting for land and freedom in direct continuity with the French and Haitian revolutions (1791-1804) and the New World independence movements. By comparing this history (reconstructed by using written sources from the archives of Guatemala, Cuba and Guadeloupe) with the Garifuna's contemporary oral accounts and ceremonies (as observed during field work), this past resistance turns out to still be a key element in the group's unity and control. The direct descendants in Central America of three of Livingston's founders who were involved in the uprisings in the Antilles two hundred years ago still own the land and cult of ancestors.

Mots-clés/Keywords : Amériques noires, Guatemala, Bolivar, Caraïbes noirs, Garifuna, *negros franceses*, filiation en corde, identité, mémoire, Révolution française, Révolution haïtienne, système de maison, transmission foncière/*Black Americas*, *Guatemala*, *Bolivar*, *African diaspora in the Carribean basin*, *Garifuna*, *negros franceses*, *filiation*, *identity*, *memory*, *French Revolution*, *Haitian Revolution*, *conveyance of real estate*.